

Afrique / Développement : 10 idées reçues sur le continent à combattre selon Euler Hermes

Venice Affre
23 septembre 2016

L'Afrique ne marche qu'aux matières premières » ; « Les infrastructures africaines sont inexistantes » ; « On ne peut pas travailler avec les entreprises africaines »... autant de stéréotypes ou d'opinions sur l'Afrique que les économistes d'**Euler Hermes** ont décryptés à l'occasion de la première journée des Rencontre Afrique 2016 sur le thème « Entreprendre pour la croissance », organisées les 22 et 23 septembre à Paris au Conseil économique, social et environnemental (CESE) sous le haut parrainage conjoint du ministère des Affaires étrangères et du développement international et du ministère de l'Économie, de l'industrie et du numérique.

L'occasion donc pour le spécialiste de l'assurance-crédit de faire le point sur la situation économique du continent et en particulier de revenir sur dix idées reçues sur l'Afrique « à combattre de toute urgence » pour Euler Hermes qui se targue d'avoir 12 milliards d'euros d'encours sur l'Afrique. « L'Afrique est en retard sur le reste du monde, mais cela représente paradoxalement un avantage pour la région : elle aborde différemment son développement, et a déjà entrepris de sauter des étapes pour accélérer son rattrapage », explique **Ludovic Subran**, chef économiste chez Euler Hermes, cité dans un communiqué de la société d'assurance-crédit, qui présentait une étude intitulée « Dix idées reçues sur l'Afrique » lors de cette manifestation économique réunissant des entrepreneurs français et africains.

Idée reçue n° 1 : l'Afrique tous pareil

Faux, car les rythmes de croissance et le niveau de diversification sont différents selon les pays. « Il y a trois groupes de pays en Afrique. Premièrement, les maillons forts, tels l'Afrique du Sud et le Maroc. L'environnement des affaires y est attractif, mais leur croissance quoique stable (respectivement +0,5 % et +2 % attendus en 2016) reste modérée. Ensuite, les pays champion **du changement**, dont la Côte d'Ivoire et l'Éthiopie. Ces économies enregistrent de forts taux de croissance (respectivement 7,5 % et 7 % attendus en 2016), stimulés par une volonté de diversification et d'amélioration du climat des affaires. Enfin, à la traîne, arrivent des pays comme le Nigeria ou le Cameroun qui doivent accélérer leur mutation », décrit Ludovic Subran.

Idée reçue n° 2 : l'Afrique ne marche qu'aux matières premières

L'Afrique dispose de formidables ressources en termes de matières premières et elle est souvent vue comme un bassin de main d'œuvre incontournable dans un futur proche. Pourtant, nuance Euler Hermes dans son étude, l'économie africaine est aussi berceau d'innovation. La part des dépenses de R&D décolle, même si elle est encore loin de celle d'autres pays. Industrialisation haletante, tertiarisation assumée et surtout une logique de hubs d'innovation en plein essor : Jokolabs Bamako (Mali), CITC Dakar (Sénégal), iHub (Kenya), xHub (Éthiopie) etc. Chaque région a son champion : à l'est, le Kenya (0,9 % du PIB), au sud, l'Afrique du Sud (0,75 %), et au nord, le Maroc (0,8 %).

Idée reçue n° 3 : les infrastructures africaines sont inexistantes

Le retard dans les infrastructures (eau, électricité, internet, transports) reste important. L'exemple du Nigeria est frappant : pour combler son retard d'infrastructures, le pays devra dépenser 1 900 milliards de dollars d'ici à 2030, soit près de 130 milliards par an (25 % du

PIB actuel). Ce retard pénalise les économies africaines, et coûte à la région deux points de croissance chaque année selon la Banque africaine de développement (Bad). Toutefois, les infrastructures se développent, à la demande des usagers, et généreront des investissements conséquents, estime l'assureur-crédit. En effet, le développement des infrastructures africaines représente aussi une opportunité économique. « Les pays africains ne pourront financer seuls ces investissements en infrastructures. Cela devrait générer, à long terme, d'importants investissements dans la région, qui contribueront à financer l'économie régionale », expose **Stéphane Colliac**, économiste chez Euler Hermes, cité dans le communiqué.

Idée reçue n° 4 : l'Afrique est isolée du monde

En 2016, l'Afrique devrait perdre 12 milliards de dollars d'exportations en valeur sur un total de 560 milliards de dollars, à cause du choc de matières premières, estime Euler Hermes. En 2017, la demande adressée à l'Afrique devrait augmenter de 30 milliards. La destination favorite des exportateurs africains reste la Chine. L'Empire du Milieu a compté pour 27 % des exportations africaines en 2016. La part des matières premières dans les exportations africaines vers la Chine s'est en revanche contractée, passant de 97 % en 2010 à 83 % en 2015, contrairement aux produits manufacturés à faible valeur ajoutée (3 % en 2010, contre 7 % en 2015).

Idée reçue n° 5 : les institutions africaines sont inexistantes

Si dans certains pays du continent, les institutions n'évoluent pas (ou plus), d'autres économies ont, elles, mis en œuvre des réformes importantes à l'instar du Rwanda. Le pays dispose d'un organe de contrôle de la corruption renforcé, avec la création d'un conseil national contre la corruption, et d'un organisme responsable des marchés publics. Par ailleurs, observe le spécialiste de l'assurance-crédit, les besoins des usagers des services publics changent, les besoins de protection sociale aussi. Aussi, les institutions doivent répondre différemment : « La révolution numérique permet aux institutions africaines de sauter des étapes dans leur développement. Ainsi, l'Afrique du Sud, le Rwanda et le Ghana ont déjà tous développé des services publics en ligne de relativement bonne qualité, et c'est par ce biais que les institutions de ces pays rattrapent leur retard sur les standards internationaux », estime Ludovic Subran.

Idée reçue n° 6 : personne ne veut financer la croissance africaine

Une fois le contre-choc pétrolier passé, l'Afrique renouera avec une croissance moyenne de +3 % par an, d'après les prévisions d'Euler Hermes qui rappelle dans son étude que certains pays affichent toujours des taux de croissance record au-dessus de +5 %. Le mix de financement sera capital, juge Euler Hermes. En plus du financement extérieur, notamment à travers les investissements directs de l'étranger, certains pays, sont, à l'heure actuelle, capables de financer au moins en partie leur croissance par les ressources budgétaires. « C'est le cas de l'Afrique du Sud, de l'Égypte et du Sénégal où elles représentent 25 % et 30 % du PIB en 2016. Confiance des ménages et confiance des investisseurs seront indispensables pour capter l'épargne », précise Ludovic Subran. Néanmoins, le chemin qui reste à accomplir est conséquent : les recettes budgétaires ne représentent en moyenne que 14,5 % du PIB en Afrique, contre 30 % dans les pays développés ; les IDE seulement 2 % du PIB, contre 2,4 % dans les pays développés.

Idée reçue n° 7 : le consommateur africain n'est pas bankable

Le continent présente les taux de croissance de la consommation les plus élevés, avec la Côte d'Ivoire (+6 %), l'Ouganda (+7 %) et le Nigeria (+5 %), contre +1,4 % dans l'OCDE ou +2 %

en Asie-Pacifique. « Le développement de la consommation en Afrique est porté par l'urbanisation galopante du continent : d'ici à 2045, 24 millions de personnes arriveront dans les villes africaines, contre seulement 9 millions en Chine et 11 millions en Inde », détaille Stéphane Colliac.

Idée reçue n° 8 : on ne peut pas travailler avec les entreprises africaines

Au vu des délais de paiements accordés par les fournisseurs étrangers aux entreprises africaines, pour la société d'assurance-crédit, une confiance plus forte permettrait de libérer des ressources considérables pour la croissance. « Sur les 800 milliards d'euros de marchandises importées chaque année par l'Afrique, près de 60 % sont payées au comptant. Si un délai de paiement de 30 jours était accordé sur ces transactions, cela libérerait 40 milliards d'euros de besoin de fonds de roulement, soit l'équivalent du PIB de la Tanzanie, ou encore 1,6 % du PIB de l'Afrique ! », assure Ludovic Subran.

Idée reçue n° 9 : l'agriculture, c'est *has been*

L'agriculture représente le fer de lance de la croissance en Afrique : elle reste le premier contributeur à l'emploi et permet à des millions de personnes de sortir de la pauvreté chaque année. Pourtant, c'est une véritable révolution verte qui est nécessaire pour accélérer le rôle de catalyseur du secteur agricole, en misant sur la productivité, l'accès au marché et le contenu technologique.

« Si l'on prend la croissance en valeur des exportations agricoles entre 2005 et 2015, l'Éthiopie et la Côte d'Ivoire (+30 %), le Kenya et le Rwanda (+20 %) ont su se spécialiser sur des cultures commerciales à forte valeur ajoutée. D'autres, comme la Zambie, le Sénégal et le Maroc ont su mécaniser et utiliser la technologie pour augmenter la productivité agricole », détaille Ludovic Subran.

Idée reçue n° 10 : il est dur de trouver des entrepreneurs et des talents en Afrique

Le niveau d'éducation progresse en Afrique. Au Cameroun notamment, l'accès à l'éducation universitaire s'est développé, passant de 4,6 % en 2000 à 13 % en 2013. Pourtant, même le meilleur élève, l'Afrique du Sud, n'a que 20 % d'une classe d'âge qui entre à l'université. Par ailleurs, les statistiques officielles sur l'entrepreneuriat déçoivent : seulement 2 entreprises sont créées pour 1 000 habitants en Afrique du sud par exemple.

Soit autant de raisons, qui font de l'Afrique, selon l'assureur-crédit, « un continent particulier, aux diverses ressources, et qui saura trouver un mode de développement inédit pour s'affirmer comme un acteur majeur de l'économie mondiale ».